

# **PARTI OUVRIER**

## **INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE**

**POUR LE SOCIALISME,  
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE  
POUR L'INTERNATIONALE  
OUVRIÈRE**



### **Pierre LUX et Françoise KRAL**

**60 ans, cela suffit :**  
tous les gouvernements de la  
V<sup>ème</sup> République, quelle que  
soit leur couleur politique, ont  
pris des mesures anti-  
ouvrières et contre la  
jeunesse en application des

directives européennes et  
cela dès l'instauration de la  
Communauté Européenne du  
Charbon et de l'Acier  
(CECA) signée à Paris le 18  
avril 1951 et entrée en  
vigueur le 23 juillet 1952.



**Dans notre circonscription, nous connaissons les conséquences :**  
**fermetures des mines et de la sidérurgie, destruction du régime minier.**

**Aujourd'hui, Emmanuel Macron poursuit la**  
politique de tous les gouvernements précédents, de  
droite comme de « gauche » **pour détruire, au**  
bénéfice des assurances privées, **la Sécurité Sociale**

**fondée sur la solidarité ouvrière.** C'est la mise en  
œuvre des directives de l'Union Européenne et du  
traité de Maastricht.

## **La Sécurité Sociale, elle est à nous !**

**Candidats pour l'unité ouvrière, nous sommes pour :**

- **Le maintien des cotisations sociales et le refus de toute fiscalisation des recettes de la sécurité sociale.**
- **Le retour à la Sécurité Sociale de 1945.**
- **La défense et la reconquête du régime minier.**
- **Le refus de toute restructuration de l'hôpital de Briey, le maintien de tous les lits, de tous les services et de la Maternité.**

**Aujourd'hui, en voulant faire passer une loi**  
travail XXL, Emmanuel Macron **aggrave la**  
précarité et **donne le signal pour des licenciements**  
en masse, toujours plus d'intérimaires et les

fermetures d'usine : c'est le cas de **FVM menacée de**  
**redressement judiciaire** après bien d'autres usines  
dans notre circonscription.

**Candidats pour l'unité ouvrière, nous sommes pour :**

- **La nationalisation de toutes les usines menacées de fermeture pour garantir le maintien de tous les emplois sur place !**
- **La nationalisation est le seul moyen pour confisquer des mains des capitalistes et des banques les moyens de production afin de les transférer à un gouvernement ouvrier qui interdise les licenciements.**

## **REJOIGNEZ LE POID !**



## Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V<sup>e</sup> République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V<sup>e</sup> République, régime antidémocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine de députés élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, nous opposons la nécessité d'abroger les traités, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron** d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, nous opposons la défense de l'indépendance des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploités**, des patrons et des gouvernants à leur service, nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, nous opposons la lutte de classe, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

**Rejoignez-nous !**

